Le Conseil,

Vu le rapport du 13 janvier 1997, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Dans le site de Pierre Baizet à Lyon 9°, les ouvrages du boulevard périphérique nord ont imposé la réalisation d'une tranchée de 250 mètres de long avec une profondeur de 20 à 30 mètres.

Les parois clouées de cette tranchée nécessitent des travaux de paysagement pour favoriser leur intégration dans le site encore naturel de la butte de Pierre Baizet.

Ces travaux comprendraient une coloration du béton dans les couleurs des pierres des Monts d'Or, des plantations de végétaux dans des bacs implantés sur les risbermes et un contrat de maintenance de deux ans.

La maîtrise d'oeuvre de l'opération serait assurée par la société SIRAS, spécialisée dans la cicatrization des sites.

Monsieur le directeur de la mission grands projets me propose un dossier de consultation des entrepreneurs sur la base d'une estimation de 2 MF TTC et selon des modalités arrêtées le 16 décembre 1996 par monsieur le vice-président chargé des marchés publics ;

B - Propose d'accepter le dossier de consultation des entrepreneurs qui lui est soumis, de l'autoriser à accepter l'offre retenue pour valoir acte d'engagement ainsi qu'à accomplir tous actes y afférents et de fixer le mode d'exécution des travaux ainsi que l'imputation de la dépense et l'inscription de la recette ;

C - Précise que les offres seront examinées et jugées par la commission permanente d'appel d'offres créée par la délibération n° 95-0052 en date du 25 septembre 1990 ;

Vu ledit dossier de consultation des entrepreneurs ;

Vu les articles 295 et 298 bis à 300 bis du code des marchés publics ;

Vu sa délibération n° 95-0052 en date du 25 septembre 1990 ;

Ouï l'avis de ses commissions déplacements et voirie et finances et programmation ;

DELIBERE

1° - Accepte le dossier de consultation des entrepreneurs qui lui est soumis.

2° - Décide :

a) - de confier ces travaux à un entrepreneur désigné sur offre de prix à la suite d'un appel d'offres restreint, conformément aux dispositions des articles 295 et 298 bis à 300 bis du code des marchés publics,

b) - que les offres seront examinées et jugées par la commission permanente d'appel d'offres créée par la délibération n° 95-0052 en date du 25 septembre 1990.

3° - Autorise monsieur le président à accepter l'offre retenue pour valoir acte d'engagement et à accomplir tous actes y afférents.

4° - La dépense qui en résultera sera prélevée sur les crédits inscrits et à inscrire au budget principal de la Communauté urbaine - exercices 1997 et suivants - compte 231-510 - fonction 64 - opération 0189.

5° - La recette correspondante du département du Rhône, au titre de sa participation au financement du boulevard périphérique nord, est inscrite et à inscrire au budget principal de la Communauté urbaine - exercices 1997 et suivants - compte 138-300 - fonction 64 - opération 0189.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,